

gueil ou la richesse. Les grands saints du moyen âge sont apparus après de longues années de malheurs publics, pour prêcher le retour à la loi du Christ. Peut-être l'avenir verra-t-il apparaître des hommes, chefs d'armées ou chefs de foule, qui enseigneront aussi aux peuples qu'ils se sont trompés, qu'on les a trompés, et que ni la loi humaine ni la loi divine n'ont la moindre conformité avec l'idéal allemand."

Voici donc les deux camps délimités: d'un côté la civilisation chrétienne, respectueuse de l'homme, attentive à toute justice, tendre pour les souffrants, nuancée à l'infini, ne rejetant aucun progrès matériel, mais soucieuse avant tout du progrès moral comme de la plus sûre garantie de bonheur, même en ce monde; et, de l'autre côté, un monstre d'orgueil et de dureté, dont la conquête n'est jamais que celle des armes, qui s'exalte à briser le droit des faibles, et prétend imposer au monde la loi de la force, laquelle est uniforme, cruelle et inintelligente. D'un côté, la conscience; de l'autre, une brutalité sans entrave, sans autre code que celui qu'elle se donne à elle-même et qu'elle appelle le droit. Nous ne calomnions pas nos ennemis en affirmant cela. Nos témoins sont pris dans leurs rangs, et parmi leurs grands hommes. C'est le manifeste des quatre-vingt treize intellectuels allemands qui admirent toute la barbarie de leur nation. C'est Maximilien Harden, un de leurs principaux journalistes, écrivant le 22 novembre 1914, pour repousser d'un seul mot les reproches faits à l'Allemagne: "Quel tribunal pourra nous juger? Notre force créera un loi nouvelle" C'est le chancelier de l'Allemagne, qui pour justifier l'envahissement de la Belgique retrouve, aux applaudissements du Reichstag, l'argument allemand par excellence, la négation de tout droit et s'écrie: "Nécessité militaire ne connaît pas de loi." C'est un autre professeur, déclarant, à la fin d'une étude sur le droit des gens, que le "fait crée le droit"; doctrine affreuse, qui mettrait désormais au nombre des droits l'incendie des villes sans défense, l'assassinat des blessés, la violation des traités, l'habitude d'aller à l'ennemi en poussant devant soi des boucliers vivants faits de prisonniers civils; puisque ce sont là quelques-unes des pratiques allemandes. C'est un poète exaltant la destruction de la cathédrale de Reims, et se réjouissant que la ruine fût si grande: "Les cloches ne sonnent plus dans le dôme aux deux tours. Finie la bénédiction!... Nous avons fermé, ô Reims, avec du plomb, ta maison d'idolâtrie."

Ces redoutables erreurs doctrinales, ces haines qui s'en échappent comme des petits, quelqu'un les avait condamnées voilà plus de cinquante ans. Qui? le veilleur, le gardien, l'unique autorité qui prévoit tout le mal contenu dans les idées fausses et qui le dénonce, pour le bien du monde, et qui est constamment assailli, à cause de cela: le pape. Dans le *Syllabus*, Pie IX avait jeté l'anathème contre ceux qui prétendent que "le droit consiste dans le fait matériel"; que "tous les faits humains ont force de loi"; que "la

violation des serments les plus sacrés, les actions les plus criminelles, les plus honteuses, les plus opposées à la loi éternelle, non seulement ne sont pas blâmables, mais, au contraire, sont tout à fait licites et dignes des plus grands éloges, quand elles sont inspirées par l'amour de la patrie."

Aujourd'hui que l'Allemagne s'est prodigieusement développée, et que les erreurs des professeurs d'universités sont devenues génératrices de maux innombrables, la condamnation est sur toutes les lèvres. Le vieux président de Harvard exprime l'opinion de la plupart de ses compatriotes américains d'abord, et celle de beaucoup d'habitants des pays neutres, quand il dit: "Les sympathies américaines vont au peuple allemand dans ses souffrances, dans ses deuils, mais non pas à ceux qui le gouvernent, ni à la caste militaire, ni aux professeurs et aux lettrés qui ont enseigné, depuis plus d'une génération, que la force prime le droit. Cette courte phrase résume l'erreur fondamentale qui, depuis cinquante ans, a empoisonné les sources de la pensée allemande et de la politique allemande." Ce n'est pas assez dire, si l'on veut juger non pas seulement l'Allemagne qui fait la guerre, mais la philosophie officielle de l'Allemagne et les ruines qu'elle a semées dans le monde. Il faut alors lui reconnaître son véritable caractère, qui est matérialiste. Et je crois exacte cette phrase d'un écrivain, M. Albert Richard, qui a habité l'étranger, — condition favorable et même indispensable pour comprendre le tout d'un système, — et qui écrivait récemment, dans un journal radical socialiste d'Auxerre: "On sait parfaitement, chez les neutres..., que c'est la science allemande qui a détruit, dans beaucoup d'esprits cultivés non seulement la croyance en Dieu, mais toute sentimentalité, toute idéalité."

L'Allemagne apparaît donc bien comme une nation opposée au christianisme, dans sa politique et dans les tendances de son enseignement, comme tout à fait éloignée, dans ces mêmes domaines, de la morale de ce Dieu qu'elle invoque extérieurement. Entre son titre subsistant de nation chrétienne, et sa manière de faire la guerre et de traiter le droit des gens, il y a une contradiction manifeste. C'est si vrai, qu'un missionnaire de mes amis m'a écrit de sa mission chinoise, pour me dire l'horreur que ressentent les païens de la conduite des Allemands, et l'objection qu'ils en tirent contre le christianisme. "Vous prêchez, dites-vous, une religion de justice et de charité? Mais regardez donc les Allemands, qui invoquent le ciel dans leurs proclamations!" Il est vrai qu'on peut répondre, et plus d'une chose; mais tout cela est long à expliquer à des auditoires de Shanghai, de Canton ou de Pékin. Mon ami, qui est Belge, m'écrit: "Le plus grand crime de l'Allemagne est d'avoir le nom de nation chrétienne, et de promener la croix du kaiser dans tant de fanges. Et maintenant, comment parler à nos païens? Pour nous, c'est bien clair, nous savons de quels chrétiens il s'agit, et que le nom n'est pas le